

Lutte de classe

1- « *Que ce soit un président, ou une présidente, de gauche ou de droite, pour moi, ce n'est pas le plus important* » (J. M. Barroso à l'université d'été du Medef)

2- Une initiative en direction des militants.

1- « Que ce soit un président, ou une présidente, de gauche ou de droite, pour moi, ce n'est pas le plus important » (J. M. Barroso à l'université d'été du Medef)

Ce sont les nécessités économiques liées au fonctionnement du capitalisme mondial qui déterminent les formes de dominations politiques qu'il entend imposer à toutes les classes, en premier lieu au prolétariat et à la paysannerie. En d'autres termes, on a l'habitude de dire que la politique est le concentré de l'économie sans que l'on comprenne très bien de quelle manière s'articulent les relations entre le politique et l'économie et quelle place occupe la lutte des classes dans ce processus complexe.

La baisse tendancielle du taux de profit, la concurrence et l'anarchie qui en découle au sein de la production sont les deux principales lois du fonctionnement interne du système économique capitaliste qui déterminent la marche en avant du capitalisme mondial à la barbarie dans laquelle il entraîne l'humanité tout entière. Elles en constituent assurément les points faibles irréductibles. Il faut leur ajouter la lutte des classes qui est le produit des contradictions inhérentes à ces lois, qui les aiguissent et contrecarrent de plus en plus leur fonctionnement à travers la résistance organisée que leur opposent tous les peuples.

Ces contradictions incontournables et les conséquences dramatiques qu'elles engendrent pour la majorité de la population à l'échelle mondiale, sont liées à la nature du système de production capitaliste. Elles suffisent à démontrer que le système économique basé sur la propriété des moyens de production et de distribution est loin d'être infailible et tout puissant comme on voudrait nous le faire croire. Au contraire, loin d'être perfectible et d'être susceptible de se réformer indéfiniment, comme tout système, il comporte ses propres limites au-delà desquelles deux seul cas de figure peuvent se produire : soit il se perpétue malgré tout en accentuant encore ces contradictions au risque de plonger l'humanité tout entière dans le chaos et les pires souffrances, pour maintenir l'ordre il ne lui restera plus alors qu'à instaurer une dictature féroce sur tous les peuples en les privant de toute représentation politique indépendante, soit ces contradictions poussées à l'extrême engendreront une résistance de plus en plus farouche du prolétariat, qui finalement s'organisera et se dotera d'une direction révolutionnaire, prenant le pouvoir, afin de remplacer le système de production capitaliste par un système de production socialiste. C'est l'alternative bien connue : socialisme ou barbarie.

Parmi les formes politiques dont s'est doté le capitalisme pour asseoir ou pérenniser son système de domination économique, il en est une qui occupe actuellement une place déterminante que l'on aurait tort de négliger, je veux parler de l'Union européenne.

J'y reviendrai à la fin de ce texte en reproduisant des extraits des propos tenus par José Manuel Barroso lors d'une conférence de presse qu'il a donnée en marge de l'université d'été du Mouvement des entreprises de France (Medef) et lors de son intervention devant cette assemblée de patrons. (Reuters 29 août)

Mais avant, revenons brièvement sur les contradictions des lois du fonctionnement interne du capitalisme et la manière dont elles s'expriment aujourd'hui, car elles nous permettront d'éclairer et de comprendre très facilement quels sont les objectifs que s'est fixé le capitalisme en créant cet instrument coercitif de tous les peuples en Europe et qui se nomme Union européenne.

Pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, en règle générale, le capitalisme n'a pas cinquante solutions : il doit réduire la part du capital variable, c'est-à-dire, les salaires et les avantages sociaux entrant dans le coût de production, quand ils en existent, ou augmenter la productivité, le nombre d'heures travaillées, réduire la masse salariale totale, moderniser ses outils de production...

Dans le premier cas, il doit affronter la classe ouvrière qui résiste à cette tendance à travers ses syndicats et ses partis politiques. Il prend alors le risque de déclencher des grèves, des manifestations, un mouvement social incontrôlable, une révolution. De plus, si les capitalistes réduisent les salaires à la portion congrue tout juste nécessaire au renouvellement de la force de travail des ouvriers, ils ne pourront plus écouler les marchandises qu'ils auront produites, or tant qu'une marchandise n'a pas trouvé preneur sur le marché, le cycle du capital reste inachevé, le capitaliste n'est pas encore entré en possession de la plus-value extorquée aux travailleurs au cours du cycle de production. La mise en œuvre de cette solution est suicidaire comme on vient de le voir, mais cela ne les empêche pas d'y avoir recours, car dans la plupart des cas les capitalistes n'ont pas d'autre alternative, voilà tout.

Jusqu'à présent, cette solution a largement échoué grâce à la résistance du mouvement ouvrier. Ce n'est pas faute d'avoir été aidé par les dirigeants réformistes et staliniens qui dirigent les organisations ouvrières, mais jusqu'à un certain point seulement. Car même à l'intérieur de ses organisations se manifestent les contradictions inhérentes au capitalisme. Dans une certaine mesure ou jusqu'à présent, de crainte d'être débordés par leur base, de se retrouver isolés, d'être débarqués ou de voir se créer sous leurs yeux un véritable parti révolutionnaire, les dirigeants du mouvement ouvrier se sont adaptés aux exigences du capitalisme en échange de concessions catégorielles, d'avantages sociaux susceptibles d'être remis en cause à n'importe quel moment, de prébendes pour eux-mêmes ou plus généralement de miettes distribuées généreusement par les capitalistes au prolétariat, pour apaiser temporairement son impatience, le prix à payer pour conserver un semblant de paix sociale et que la machine capitaliste continue de fonctionner.

Comme les capitalistes ne parviennent pas à leurs fins dans les pays où le capitalisme est le plus développé, mais aussi où le prolétariat est le plus organisé, il ne leur reste plus qu'à avoir recours à l'autre solution qui consiste à développer le capitalisme dans des pays où les traditions de la lutte des classes ne sont pas aussi vivaces et présentes qu'en Europe, en Amérique du Sud ou aux Etats-Unis, dans des pays en Asie, en Afrique du Nord et en Europe de l'Est, principalement.

Pour maintenir leur taux de profit ou l'accroître et pour en compenser l'érosion dans les pays où le capitalisme est le plus développé, les capitalistes vont avoir recours à des conditions d'exploitation digne de l'esclavage dans les autres parties du monde, sur tous les continents, allant même jusqu'à exploiter la banquise !

Après s'être assurés que ces pays disposaient bien d'une main d'œuvre suffisamment formée et disciplinée pour faire l'affaire et d'une législation favorable à leur dessein, ils vont délocaliser une partie de leur production vers ses pays-là, livrant les ouvriers à une exploitation effrénée et à des conditions de travaux effroyables.

Les multinationales vont implanter des filiales dans les pays où le coût de la main d'œuvre est le plus bas, où la législation du travail est quasi inexistante, et le régime fiscal local très favorable à leurs activités leur permettra de rapatrier leurs profits.

Ils vont pouvoir ainsi augmenter leur production et la productivité par rapport à la même entreprise qui serait installée en France, par exemple, dans des proportions gigantesques.

Quelles en sont les conséquences pour le capitalisme mondial ? Elles sont multiples.

En Chine comme en Inde, dans ces deux pays, par exemple, un capitalisme spécifiquement chinois et indien va se développer très rapidement (il existait déjà en Inde de très puissants groupes industriels : Tata, Birla, Bajaj, Mittal, etc.), parfois en association avec des multinationales européennes, japonaises ou américaines, parfois en concurrence avec celles-ci, allant même jusqu'à les supplanter.

Loin de résoudre les problèmes auxquels est confronté le capitalisme mondial et de mettre un terme à la concurrence féroce à laquelle se livrent les capitalistes entre eux, le développement du capitalisme en Chine et en Inde, mais pas seulement, va contribuer à accroître et approfondir les contradictions inhérentes au système capitaliste et aiguïser la concurrence mondiale.

Non seulement la capacité de production du capitalisme à l'échelle mondiale n'a pas été maîtrisée, bien au contraire, la surproduction n'a jamais été aussi importante et l'anarchie qui règne au niveau de la production risque d'emporter à tout moment l'édifice fragile du capitalisme mondial.

Les capitalistes chinois, indiens, brésiliens, etc., loin de céder aux injonctions de Washington via les négociations au sein de l'OMC (le cycle de Doha), de la Banque mondiale ou du FMI, défendent leur droit de produire et de commercer librement à leurs conditions, sans se soucier le moins du monde des conséquences qui peuvent en découler dans les autres pays capitalistes.

L'interpénétration des économies au sein du système capitaliste ou la dépendance des économies capitalistes entre elles n'a jamais été aussi importante au point de rendre caduc les menaces proférées par l'impérialisme américain ou l'Union européenne vis-à-vis du gouvernement de Pékin, car ils ne peuvent plus se passer les uns des autres. Faut-il rappeler que la deuxième banque américaine est... chinoise. Sur le plan politique, jusqu'à un certain point chacun peut désormais faire ce qu'il veut : Bush peut bombarder l'Irak, Poutine peut massacrer les Tchétchènes, Pékin peut liquider les Tibétains et ses opposants, le gouvernement israélien peut agir à sa guise dans les territoires palestiniens ou au Liban détruisant ou anéantissant un pays tout entier en 32 jours, le gouvernement français peut soutenir militairement le gouvernement tchadien, etc.

La pression économique de plus en plus forte qui pèse sur le capitalisme en Europe, va le forcer à réagir et à adopter les mesures préconisées par Washington, dont l'Union européenne se fait le porte-parole, notamment la privatisation des services publics pour réintégrer cette part de marché dans le secteur concurrentiel, la mise en œuvre d'une politique antisociale consistant à supprimer toutes les conquêtes sociales et démocratiques concédées par le capitalisme depuis plus d'un siècle, dont fait partie la législation du travail, le tout encadré par la régionalisation et chapoté par une Constitution sanctionnant la domination absolue du capitalisme sur l'ensemble des peuples en Europe.

Trotsky disait qu'on ne pourra pas régler la question de la révolution sociale dans un seul pays, ce qui implique l'extension de ce principe au niveau des peuples qui aspirent au socialisme dans toute l'Europe, d'où le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe. C'est la seule réponse que l'on peut opposer au déficit que constitue l'Union européenne et sa politique entièrement dictée par les multinationales, qui englobent celles du crime organisé. La terreur n'a pas besoin d'être proclamée pour exister, il suffit de penser à Bush pour s'en convaincre.

Le capitalisme financier domine tous les rapports au sein du capitalisme mondial, ce qui ne veut pas dire qu'il peut faire n'importe quoi partout quand il le veut, il n'investit que dans les pays et les secteurs d'activité qui lui garantissent un retour sur investissement intéressant et rapide, autrement dit, qui lui permettent de garantir ou d'accroître ses profits. Cela explique qu'il investit davantage en Chine plutôt qu'ailleurs dans le monde, dans un pays où la croissance économique dépasse 10% par ans depuis des années.

Autre conséquence : il suffit de faire ses courses pour se rendre compte au premier coup d'œil que les produits fabriqués en Chine, Bangladesh, Pakistan, Indonésie, Inde, Corée du Sud, etc., coûtent aux consommateurs 20, 30 ou 40% moins chers qu'un produit fabriqué en France. Certes, la qualité n'est pas forcément identique à un produit qui serait fabriqué en France, et encore, et dont l'usage demeurerait le même, disons moins longtemps, mais le consommateur ne voit que son intérêt immédiat qui se résume à ce qu'il est en mesure de payer et pas autre chose.

Cela appelle plusieurs remarques : la réaction élémentaire du consommateur dont le pouvoir d'achat est limité ou a diminué au fil des ans, ce qui est le cas de la majorité de la population, va être logiquement d'acheter le produit meilleur marché. Le produit identique étiqueté *made in France* restera invendu avant de disparaître définitivement pour cause de faillite, de délocalisation de l'entreprise qui le fabriquait. Cela aura évidemment une répercussion directe sur le chômage. Le capitaliste coréen en a absolument rien à faire, tout comme le propriétaire du supermarché.

Pourquoi ce produit est-il proposé à la vente à un prix aussi bas ? Inutile de revenir ici sur les conditions dans lesquelles il a été produit. Le capitalisme coréen peut proposer son produit moins cher que son concurrent français parce qu'il a des coûts de production plus bas, mais il a en revanche des frais supplémentaires : le transport et ou les commissions qu'il doit verser à un transitaire, des frais de traductions et d'emballage spécifique, parfois encore des droits de douane, pour finir, pour emporter un marché il a dû consentir à son acheteur un tarif préférentiel, donc renier encore sa marge, son profit, pour que son produit puisse s'écouler sur le marché auquel il est destiné et assurer ainsi la pérennité de son entreprise. Certes ce capitaliste coréen réalise un profit substantiel, mais rien ne dit qu'il soit garanti à moyen ou long terme.

En réalité, ce capitaliste coréen pour rendre son entreprise viable à long terme n'aura pas d'autre choix que de maintenir les salaires de ses ouvriers le plus bas possible et d'augmenter sans cesse sa production, s'il ne veut pas être évincé à son tour un jour par un concurrent encore plus puissant et mieux organisé.

Comme le capitalisme coréen fait partie intégrante du capitalisme mondial, il ne contrôle pas tous les facteurs qui entrent en jeu dans le processus de production, une partie lui échappe et il n'a aucun moyen d'y changer quoi que ce soit. Cette loi s'applique à tous les capitalistes à travers le monde.

Je vis en Inde depuis plus de dix ans, je donnerai donc quelques éléments qui permettent de comprendre en quoi consistent ces facteurs qui faussent toutes les prévisions des capitalistes et réduisent à néant tous leurs espoirs de gain durable à long terme.

Le prix du litre d'essence est passé de 23 à 43 roupies, celui du diesel de 9 à 33 roupies, la tonne d'acier à plus que doublée, idem pour un sac de ciment, l'électricité, triplé dans le cas du gaz, etc. Automatiquement cela a entraîné une hausse des prix générale. Bien que la législation du travail soit quasiment inexistante en dehors de la fonction publique et des grandes entreprises, l'ensemble des salaires a augmenté dans une proportion similaire ou presque. La journée de travail de 8 heures d'un ouvrier spécialisé, un maçon, un mécanicien, par exemple, est passée de 100 roupies à 180 ou 200 roupies, tout dépend s'il est mensualisé ou non, le salaire du travailleur mensualisé sera supérieur à celui qui ne l'est pas, parce que celui-ci ne travaille que rarement un mois complet, la différence entre les deux est compensée en partie par la décision des ouvriers de s'augmenter eux-mêmes, d'une certaine manière.

Question : comment les salaires peuvent-ils augmenter, alors qu'il n'existe pas de législation, pas de SMIC, que la quasi-totalité de ces travailleurs ne sont pas syndiqués, qu'aucune loi n'impose cette augmentation de salaires. Qui décide alors ? Je me suis longtemps posé cette question. En fait, c'est très simple : les ouvriers décident eux-mêmes l'augmentation de leur salaire lorsque des augmentations significatives de prix ont lieu, sachant qu'ici les prix n'augmentent pas par paliers de 1 ou 2 %, mais de 10, 15 ou 25% à chaque fois. Par le bouche à oreilles, ils se passent le mot, voilà tout. A l'économie informelle du capitalisme répond spontanément l'entente sociale informelle des travailleurs !

Cet exemple pris en Inde doit sans doute s'appliquer dans la plupart des pays au développement économique comparable. Ce qui nous intéresse ici, c'est que l'on constate qu'il existe une forme de résistance de la part des travailleurs indiens, certes inorganisée, mais qui finalement contrecarre les plans du capitalisme qui voudrait maintenir le coût du travail le plus bas possible, ils réussissent d'une certaine manière à imposer et satisfaire une partie de leurs revendications salariales.

Revenons à l'exemple du capitaliste coréen. Tout ceci pour dire que, lorsque tous les prix augmentent, ils augmentent pour notre capitaliste, mais aussi pour l'ensemble des ouvriers qui travaillent pour lui. Comme ils les paient déjà une misère, il ne peut pas les maintenir indéfiniment au même salaire, il est bien obligé de suivre le cours général de l'augmentation des prix, qu'il le veuille ou non, que ce soit le pire des négriers ou non, il n'a finalement pas le choix, et quant à l'augmentation régulière du prix des matières premières et des services qui entrent dans le processus de production des marchandises qu'il produit, il les subit comme tous les autres capitalistes. Donc, si on additionne l'augmentation inévitable des salaires et celles des matières premières et des services, le profit de notre capitaliste coréen sera forcément revu à la baisse. Cependant, il peut décider d'augmenter ses prix pour compenser cette perte, mais comme la tendance actuelle du marché est à la baisse, il s'abstiendra de le faire de peur de tout perdre. Et s'il augmente encore sa production, cela agira négativement sur le

marché en tirant les prix à la baisse ce qui réduira son taux de profit qui approchera de zéro ou plus bas encore.

L'histoire du capitalisme, c'est finalement celle du serpent qui se mord la queue, ou la quadrature du cercle : il n'y a pas de solution viable et définitive aux contradictions qu'il a lui-même engendrées, il court à sa perte quoi qu'il décide ou fasse, tout au plus peut-il en repousser l'échéance, mais pas davantage. Ses jours sont comptés, voilà ce qu'il faudrait que se dise une partie du prolétariat. Nous aurions fait un grand pas en avant vers la révolution, préparant les esprits à l'assaut final et à la confrontation directe avec le capitalisme.

Nous vivons une étape du capitalisme où tout s'accélère. Un exemple qui illustre cette accélération en Inde.

Tandis que le prix de tous les biens d'équipement important a été divisé par deux en cinq ou six ans seulement, en Inde, le même processus s'était produit en France en s'étalant sur 15 ou 20 ans ; en 1970, un téléviseur couleurs coûtait 7 000 francs, et en 1986 il coûtait encore 5 000 francs, donc 16 ans plus tard. En Inde le même processus prend à peine cinq ou six ans. Dans les deux cas, le processus est identique au niveau de la production, se sont les mêmes lois du fonctionnement interne du capitalisme qui s'appliquent, seul le rythme a changé. Alors qu'il a fallu plusieurs décennies en France pour que chaque foyer puisse accéder à la télévision, le même processus à hauteur de 80% environ a pris moins de 10 ans en Inde. Dans mon petit village de pêcheurs qui se composent d'une soixantaine de familles, 2 seulement n'ont pas de téléviseur.

Les concentrations fusions d'entreprises ont pour objet principal de permettre aux capitalistes d'affronter la concurrence sur le marché mondial dans les meilleures conditions et si possible de lui imposer sa loi. Au-delà des objectifs économiques immédiats qu'ils se fixent à travers cette opération, les capitalistes ne peuvent pas en espérer davantage, comme par exemple stopper l'anarchie et la concurrence qui en découle. Ils sont obligés de produire toujours plus, tandis que le taux de profit tend à diminuer. Les multinationales ne peuvent investir qu'une partie des 28 000 milliards de dollars de profit qu'elles possèdent en réserve, pas seulement parce qu'elles ne trouvent pas de marché suffisamment juteux et garantis pour réaliser de nouveaux profits, mais peut-être aussi parce que cet investissement colossal viendrait encore accroître la capacité de production capitaliste et donc alimenterait les contradictions dans lesquelles se débat actuellement le capitalisme mondial.

La concentration de la production tend à réaliser un des objectifs du socialisme, mais la finalité lui demeure antagonique.

En régime capitaliste la production demeure orientée vers la réalisation du profit pour le compte d'une minorité, alors que la production en régime socialiste aura pour objectif de satisfaire les besoins du plus grand nombre. Quand on parle de la décomposition du capitalisme, certes on peut évoquer la destruction massive des forces productives, mais cela ne signifie pas que les bases sur lesquelles repose la production capitaliste disparaissent pour autant, au contraire, en valeur absolue la production n'a cessé d'augmenter, les forces productives s'accroissent à un rythme soutenu par la très forte poussée de la démographie mondiale. La croissance de la démographie mondiale a été encouragée par le capitalisme qui y voyait sans doute à court ou moyen terme une source de profits supplémentaires et illimités. Mais c'était sans compter sur le fait que toute chose renferme son contraire.

Les capitalistes ont raisonné en boutiquiers dans cette affaire, sans voir plus loin que le bout de leur nez, autrement dit, la réalisation immédiate de leur profit qu'ils croyaient devenus illimités de cette manière. L'augmentation de la population mondiale, ce n'est pas seulement des hommes et des femmes supplémentaires considérés comme de vulgaires consommateurs, ce sont surtout des ventres à nourrir et des producteurs en puissance, une force productive potentielle gigantesque qu'il faut bien trouver à employer en partie pour qu'elle survive et qui vient s'ajouter à celle déjà existante, ce qui signifie qu'au lieu de réduire les contradictions propres au système économique capitaliste, les contradictions entre le mode de production et le développement des forces productives n'ont fait que s'accroître et s'approfondir en accélérant l'ensemble du processus. On pourrait ajouter que les capitalistes sont incapables de le contrôler en totalité et d'en prévoir les conséquences.

La décomposition du capitalisme signifie qu'au fil du temps, quoi qu'il entreprenne, ses contradictions ne peuvent qu'atteindre un degré toujours plus insurmontable et insupportable pour tous les peuples, au point de remettre en cause l'existence de l'humanité tout entière, a-t-on l'habitude de dire, et c'est fondé de le dire, mais cela ne signifie pas qu'aujourd'hui les bases ou les conditions objectives nécessaires au passage du capitalisme au socialisme auraient disparu ou seraient sur le point de disparaître, ce qui nous condamnerait à supporter le capitalisme pour une durée indéterminée ou à ne mener notre combat que sur le terrain idéologique, renvoyant la perspective de la révolution socialiste internationale aux calendes grecques.

Maintenant, il se produit de plus en plus souvent de la part de ceux qui mettent davantage l'accent sur cette décomposition du capitalisme, qu'ils insistent uniquement sur le fait que les conditions objectives nécessaires au passage au socialisme sont plus que mûres et ont même commencé à pourrir, laissant ainsi à penser, implicitement, et sournoisement faudrait-il ajouter, que les bases objectives au passage au socialisme seraient non seulement menacées dans leurs fondements, mais auraient déjà disparu d'une certaine manière, ce qui rendrait ce passage totalement impossible ou improbable. Et ce n'est pas le fruit du hasard. Ils expriment ainsi leur propre scepticisme, produit de leur incompréhension du processus historique qui se déroule sous leurs yeux, d'une part, et de leur incapacité à se saisir des enseignements du marxisme ou de leur reniement, d'autre part. En d'autres termes, cette tendance nuisible au mouvement ouvrier traduit leur adaptation au capitalisme et leur perte de confiance dans la capacité du prolétariat à accomplir sa révolution et la tâche que l'histoire lui a dévolue à terme : l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le danger de l'atomisation croissante du prolétariat est bien réel. Son incapacité à se doter d'une direction révolutionnaire est un des traits marquant de notre époque.

De son côté, le capitalisme mondial a besoin de se doter de nouvelles formes de domination politique pour assurer sa pérennité et atteindre ses objectifs économiques dans le futur immédiat.

On sait déjà qu'il dispose de puissants alliés au sein du mouvement ouvrier à l'échelle européenne et internationale. Cette collaboration de classe s'exprime ouvertement au sein d'organismes tel que la CES, l'OIT, la CISL, dans lesquels collaborent l'ensemble des syndicats, d'où la nécessité de rompre immédiatement avec ces organismes corporatistes lorsque l'on prétend défendre l'existence et l'indépendance des syndicats ouvriers.

Sur le plan politique, son offensive se concentre à travers la création d'institutions régionales ou continentales à caractère supranational qui tendent à supplanter les Etats, à les disloquer pour mieux asservir les peuples qui les composent et mener à bien leur entreprise d'atomisation du prolétariat.

L'Union européenne est une de ces institutions politiques parasitaire créée et développée par le capitalisme mondial. Son unique objectif est de tenter d'enrayer ou de ralentir sa marche forcée à l'abîme. Les capitalistes savent pertinemment que la lutte des classes et la résistance organisée du prolétariat constituent le principal obstacle au maintien de leur taux de profit. Il faudrait imaginer que tous les peuples puissent être réduits à l'état d'esclave, sans organisation indépendante, sans droit ni défense, pour que le capitalisme se maintienne indéfiniment comme système économique. Les capitalistes en rêvent, mais l'histoire de la lutte des classes nous enseigne que c'est impossible. Cependant, cela ne les empêche pas de s'orienter dans cette direction-là, tout simplement parce qu'ils n'ont pas d'autre alternative pour tenter de préserver la pérennité du capitalisme.

L'intervention de Barroso lors d'une conférence de presse qu'il a donné en marge de l'université d'été du Medef, éclaire parfaitement le rôle politique qu'entend tenir l'Union européenne pour le compte du capitalisme mondial dans les années à venir, si on ne parvient pas à la briser.

Il a vanté la « flexisécurité » en affirmant que « l'emploi à vie n'existe plus », il y est allé un peu fort en besogne, prenant ses désirs pour la réalité, précisant ensuite ce qu'il entendait par là « Il faut associer, sur le marché du travail, la nécessité d'une plus grande flexibilité dans les conditions d'embauche et celle de la protection des travailleurs », ce qui indique bien que ce sont des préoccupations avant tout d'ordre économique qui guident le bras meurtrier et destructeur de l'UE, les conditions politiques y étant totalement subordonnées. Relevons la contradiction suivante : si « l'emploi à vie n'existe plus », cela signifie qu'il y a un vis caché dans « la protection des

travailleurs », qui alterneraient obligatoirement une période de travail avec une période de chômage, non ?

En expliquant devant un parterre de chefs d'entreprise que « *l'Europe est le trait d'union et l'espace de conciliation par excellence dans la mondialisation* », il n'a fait que souligner l'interdépendance croissante des économies capitalistes et leur soumission aux intérêts du capitalisme mondial largement dominé par l'impérialisme américain, comme seul moyen pour tenter de concilier l'inconciliable ou de tenter de résoudre les contradictions irréductibles qui assaillent le capitalisme dans son ensemble. Comme si cela ne suffisait pas, il a ajouté : « *Il ne faut pas cautionner les discours passésistes. Il faut résister à la tentation du repli frileux. (...)* », donc pas de salut pour les capitalistes français qui refuseraient de se plier aux injonctions de Bruxelles.

Quant aux conditions politiques qui favoriseraient en France les plans du capitalisme mondial via l'Union européenne, il n'a pas hésité à dire « *Que ce soit un président, ou une présidente, de gauche ou de droite, pour moi, ce n'est pas le plus important* », tant il est assuré du soutien de l'un ou de l'autre dans tous les cas de figure, et il n'a pas tort. « *Ce qui est important pour moi, président de la Commission européenne, pour la Commission européenne, c'est d'avoir, soit à gauche soit à droite, des gens qui puissent avoir une éthique de conviction et de responsabilité pour l'Europe* », sur ce plan là il n'a pas à s'en faire non plus, il y en a plus qu'il n'en faut pour le satisfaire ! Il dit ouvertement au passage qu'il a besoin du soutien des appareils du mouvement ouvrier pour mettre en œuvre sa politique, il sait de quoi il parle, nous ne doutons pas un seul instant qu'il sera entendu.

Nous savons bien par quels moyens l'Union européenne entend briser la résistance du mouvement ouvrier en France et dans quel objectif économique précis.

L'Union européenne n'est qu'une forme de domination politique d'une classe sur une autre. Elle tend à réaliser les objectifs que chaque capitalisme ne peut pas atteindre séparément par ses propres moyens, pour le compte du capitalisme mondial.

Opposer une forme de domination politique de la bourgeoisie à une autre comme le fait par exemple le PT, en mettant en avant le mot d'ordre de *rupture avec l'Union européenne* tout en demandant par ailleurs à Chirac et son gouvernement de « *trouver des solutions* » aux problèmes auxquels sont confrontés quotidiennement les travailleurs et la jeunesse, revient à privilégier une forme de domination de la bourgeoisie contre une autre, comme si cette forme de domination politique de la bourgeoisie valait mieux que l'autre et pourrait suffire pour satisfaire les revendications du prolétariat. Cela revient en réalité à livrer le prolétariat à la bourgeoisie, car demander à Chirac de « *trouver des solutions* » revient implicitement à lui demander de rompre avec l'Union européenne et alimente les illusions dans cette forme de domination politique bourgeoise, la république démocratique parlementaire bourgeoise.

Le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne ne remet pas en cause la domination politique de la bourgeoisie, pour la simple raison qu'il lui reste encore l'intégralité des institutions bonapartiste de la Ve République et sa Constitution à son service et qui servent de pilier à l'Etat bourgeois.

Pourquoi faudrait-il commencer par rompre avec une forme de domination de la bourgeoisie pour ensuite devoir en affronter une autre, alors qu'il suffirait d'en renverser une seule pour prendre le pouvoir ? Cela ne revient-il pas au bout du compte à s'interdire de poser la question de la remise en cause du pouvoir de la bourgeoisie ? On peut se poser la question. Le chemin qui serait le plus direct et qui réclamerait le moins d'efforts ne serait-il pas le meilleur ?

Le 29 mai 2005 les ouvriers et les paysans qui ont voté non à 70 ou 80% n'ont-ils pas dit clairement que ce n'était pas seulement une politique qu'ils rejetaient, mais l'ensemble des institutions de la Ve République ? Tous les commentateurs politiques, tous les responsables politiques ont été obligés de le reconnaître, il n'y a que le PT qui a entonné, martelé pendant plus d'un an que c'est l'Union européenne qui a été rejetée en priorité, ce qui est absolument faux. Pour s'en convaincre, il suffit de se souvenir des conditions dans lesquelles s'est déroulé ce référendum et de quelle manière s'est développée la lutte des classes depuis le 29 mai 2005.

En novembre 2005, les jeunes désespérés des quartiers ouvriers s'en sont pris essentiellement aux symboles des institutions. Au printemps, des jeunes scandaient dans les manifestations anti-CPE :

« *l'Etat s'est nous* ». Alors pourquoi ne pas poser directement la question de la liquidation pure et simple de ces institutions ? Selon la thèse communément partagée par bon nombre de responsables politiques, le mouvement ouvrier ayant reflué au cours des 15 ou 20 dernières années, il ne serait plus convenable de poser directement cette question, comme s'il avait définitivement abandonné cet objectif et le moyen de l'atteindre : la révolution socialiste.

Personnellement, je pense que cette question deviendra de plus en plus claire pour un nombre toujours plus important de travailleurs et de jeunes qui s'engageront sur la voie de la révolution et rejoindront le parti révolutionnaire en construction. Cela deviendra une nécessité pour le prolétariat de trouver une solution aux problèmes de toutes sortes qui l'assaillent quotidiennement en dehors des institutions bourgeoises. Cette solution n'existant pas dans le cadre du régime capitaliste et de ses institutions, il faudra donc mettre en application une autre solution qui consistera à abolir ces bases et d'autres rapports, en s'orientant vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre, sans qu'ils puissent être satisfaits dans un premier temps, car à la prise du pouvoir succèdera la guerre civile et la dictature du prolétariat... C'est le parti révolutionnaire porté au pouvoir par le mouvement révolutionnaire des masses qui sera chargé d'appliquer ce programme, en s'appuyant sur les soviets ou tout autre institution ouvrière créée par le prolétariat au cours de la révolution. S'il fait preuve d'impréparation, de mollesse, d'indécision ou d'humanisme à outrance, il sera écrasé et défait pour au moins deux décennies.

Le plus difficile c'est d'entrevoir toutes les implications qui peuvent surgir d'un événement, toutes les conséquences qui peuvent avoir lieu, toutes les possibilités qu'il laisse entrevoir pour l'action et l'organisation. On doit chercher en permanence le meilleur moyen d'aller de l'avant, dira Lénine.

Je me range résolument aux côtés de ceux qui ont voté non à 80% ou qui se sont abstenus dans d'autres occasions, jusqu'à 72% ces derniers temps. Cette parodie de démocratie ne parvient plus à cacher l'appétit insatiable du capital financier qui cherche à nous ramener aux conditions d'existence des colonies, à l'esclavage. Un système qui s'est construit sur la base d'une telle abomination ne peut qu'inspirer le rejet et la haine. Il ne peut pas servir de modèle à la société dans laquelle nous souhaitons vivre, tout simplement. Soutenir le capitalisme, cela ne nécessite pas obligatoirement d'être soi-même un capitaliste ou un bourgeois, notre comportement quotidien y suffit amplement en général, mais nous ne nous apercevons de rien. La simple idée de refuser de le remettre en cause, exprime les liens qui nous relient à lui et notre incapacité de nous en séparer ou détacher brutalement. Ces liens s'expriment à leur tour sous des formes concrètes et des rapports tout aussi réels qu'il faut arriver à discerner pour pouvoir étudier leur composition et leur fonctionnement avant de les briser. Donc le reste est une question de détermination, de ténacité et de courage. Tout ce qui concourt à renforcer la détermination des masses nous sert à avancer, tout ce qui contribue à renforcer sa ténacité et son courage doit être soutenu et encouragé. Tout ce qui sert les desseins de nos ennemis doit être combattu inlassablement. Il arrive forcément un moment où la radicalisation des masses se produit. Lorsque la vie quotidienne devient un fardeau insupportable et n'offre plus aucune compensation substantielle, il suffit d'un rien pour que la mèche s'enflamme et fasse sauter l'édifice des institutions.

Par contre le mot d'ordre de rupture avec le capitalisme remet en cause directement les fondements sur lesquels s'appuient toutes les formes de domination politique de la bourgeoisie, que ce soit le régime parlementaire démocratique bourgeois au niveau national ou les institutions supranationales de l'Union européenne. Ce mot d'ordre de rupture avec le capitalisme a le mérite d'être compris et saisissable par les masses et de poser la question des moyens à mettre en œuvre pour le renverser, ce qui signifie qu'il met directement à l'ordre du jour la construction du parti révolutionnaire indispensable à la victoire de la révolution sociale. En mettant au premier plan le combat contre le capitalisme, on établit directement le lien entre les moyens mis en œuvre par la bourgeoisie pour asseoir sa domination économique et la forme de domination politique qu'elle met en place au service de ses intérêts économiques en tant que classe.

Jusqu'à présent, nous pensions que seule la révolution prolétarienne détruisant l'appareil d'Etat bourgeois et liquidant ses institutions, pouvait porter au pouvoir un gouvernement ouvrier et instaurer la dictature révolutionnaire du prolétariat qui abolirait la propriété privée des moyens de production, et que c'était la première condition à remplir pour que l'on puisse commencer à entrevoir la satisfaction

des revendications les plus élémentaires de la majorité de la population et commencer à parler de démocratie.

Notre combat politique n'a pas d'autre objectif dans un premier temps que de parvenir à changer les règles économiques sur lesquelles repose l'ensemble de la société et de l'étendre à tous les autres pays.

L'idée selon laquelle l'abolition du capitalisme est le préalable absolu et donc la solution incontournable à mettre en œuvre pour changer les bases de la société et entrevoir un avenir meilleur, doit être popularisée, à la limite, vulgarisée ou simplifiée à l'extrême pour la rendre accessible au plus grand nombre, ce qui ne veut pas dire déformée, au point d'obliger chaque militant de chaque parti, organisation ou groupe à prendre position sur cette question et d'avancer leurs propres propositions pour avancer dans cette voie, dans le cas de ceux qui prétendraient s'y engager évidemment.

2- Une initiative en direction des militants.

Nous pourrions inaugurer une nouvelle rubrique du site *Lutte de classe*, si les militants le souhaitent.

Une sorte de forum où les positions des uns et des autres figureraient librement dans le site, mes propres positions figurant au même titre que celles des autres camarades. Nous partirions d'une question à laquelle les uns et les autres répondraient. Cette question pourrait avoir été rédigée par n'importe quel camarade. Ensuite, afin de pouvoir consulter n'importe quand ces questions et les réponses qui leur auraient été apportées par les camarades, une page Internet serait spécialement créée à cet effet dans le site *Lutte de classe*.

On peut concevoir que les camarades conserveraient l'anonymat dans la mesure où certains militent dans des partis ou des organisations où la démocratie n'est pas vraiment le point fort. De mon côté, je m'engage solennellement à ne transmettre leurs coordonnées électroniques à aucun parti, organisation ou groupe ni aucun militant sous aucun prétexte.

Cette initiative permettrait de mettre en présence et de comparer les différents points de vue, de faire un tour d'horizon rapide de tous les arguments en faveur de telle ou telle position, de répondre aux nombreuses interrogations des militants, si possible en évitant de se livrer à des polémiques qui n'apporteraient aucun éclairage nouveau sur les questions abordées, je m'y engage personnellement en ce qui me concerne.

J'ai pensé à une question intéressante pour ouvrir ce forum :

Trotsky a écrit, en 1938, dans le *Programme de transition* « *les forces productives ont cessé de croître.* ». Il indiquait que ce processus remontait au début du siècle, il le situait avant la Première guerre mondiale de 1914. Pourtant, n'assistons-nous pas au contraire ?

Si l'on compare le niveau de la production mondiale de la très grande majorité des marchandises produites, des matières premières extraites, de l'agriculture, etc. entre 1938 et 2006, on ne peut que constater le gigantesque développement des forces productives qui s'est produit pendant cette période. Comment comprendre ?

Alors de quoi Trotsky voulait-il parler au juste? A quoi faisait-il allusion précisément ? S'agissait-il d'un constat définitif ou s'appliquait-il à des conditions historiques particulières susceptibles d'évoluer et de remettre en cause ce postulat ?

Trotsky a élaboré le *Programme de transition* comme une plate-forme d'action politique à destination des militants de IVe Internationale, au cours de la situation ouverte par l'annonce de la Seconde guerre mondiale et la liquidation du bolchevisme par le stalinisme en URSS. Il s'est placé résolument dans la perspective de la victoire de la révolution socialiste internationale sur le capitalisme mondial

pour élaborer ce programme et armer les militants révolutionnaires, parce qu'il est impossible de combattre un ennemi en s'avouant vaincu à l'avance, c'est une simple question de bon sens.

Maintenant, il faut bien reconnaître que ce pronostic ne s'est pas réalisé. Cependant, cela ne suffit pas à remettre en cause le contenu du *Programme de transition*, dans la mesure où les hypothèses qui y étaient développés s'appuyaient sur une tendance générale, sur le cours probable ou possible que pouvait prendre la lutte des classes à l'échelle mondiale, principalement en fonction de l'évolution des rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier, sans toutefois constituer un préalable valable ou applicable en toute circonstance.

Certains se sont empressés de donner une interprétation littérale et caricaturale au *Programme de transition*, autrement dit dogmatique. Le plus souvent, ils se sont contentés d'en faire la critique en prétendant qu'il ne fallait rien y retrancher, rien y ajouter, rien y changer, en s'interdisant de chercher à comprendre ce que recouvraient certaines formules comme celle appliquée aux forces productives, par exemple. D'une certaine manière, ils en ont figé le contenu sans tenir compte de **tous** les facteurs auxquels il faisait référence, en essayant d'expliquer, tant bien que mal, que le cours des choses avait depuis amplement confirmé son contenu. Donc à partir de là, tout militant n'adhérant pas à l'intégralité du programme s'excluait de lui-même de la IVe Internationale.

Or, il est un fait incontestable qu'ils ont oublié de prendre en compte : Trotsky ne pouvait prévoir le cours des événements et élaborer ses formules qu'en s'appuyant sur les enseignements du marxisme, évidemment, mais uniquement à partir de la réalité objective de son époque, pas au-delà. Comme Marx ne pouvait pas prévoir les rythmes et les délais ni les formes que prendraient le développement du capitalisme au XXe siècle, ni Lénine ni Trotsky ne pouvaient les prévoir, surtout à l'issue de la seconde guerre mondiale. Or, nos trotskystes professionnels se sont transformés en devins prétendant implicitement le contraire à travers leurs prétentions extravagantes, faisant dire à Trotsky, et à Lénine aussi, le contraire de ce qu'ils avaient dit et écrit.

Je me suis laissé prendre au piège en écrivant un texte en faveur de la thèse selon laquelle, les forces productives avaient cessé définitivement de croître, il y a un siècle. C'était une grossière erreur. Je n'ai pas été au bout de mon raisonnement, voilà tout.

Tout cela pour dire qu'en partant d'un postulat correct à une époque, on peut arriver à une conclusion erronée quand on ne prend pas la précaution d'en vérifier la validité à une autre époque ou aussi souvent que nécessaire. S'il était parfaitement correct de dire que les forces productives avaient cessé de croître en 1916 au moment où Lénine rédigea *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ou en 1938 lorsque Trotsky rédigea le *Programme de transition*, c'est parce que dans les deux cas, le développement des forces productives en régime capitaliste s'était transformé en son contraire, en une formidable force de destruction à l'échelle de l'Humanité, débouchant sur la Première et la seconde guerre mondiale.

Le capitalisme mondial n'avait pu éviter cette terrible déflagration qui risquait de l'emporter lui-même, la Première guerre mondiale se termina par la victoire de la révolution prolétarienne en Russie.

30 ans, 67 ans plus tard, alors que les forces productives ont atteint un degré de développement inconnu dans le passé, incomparable avec celui de 1914 ou 1939, comment se fait-il que ce processus ne débouche pas sur une guerre mondiale ? Comment le capitalisme a-t-il réussi, d'une certaine manière, à éviter une pareille boucherie ? Comment se fait-il que ce qui est possible aujourd'hui ne l'ait pas été en 1914 ou 1939 ? Qu'est-ce qui a changé entre temps ?

Tout cela pour montrer que le même processus ne débouche pas forcément sur les mêmes situations. Pourquoi ? Tout simplement parce que ce processus n'est pas exactement identique au précédent qu'un certain nombre de facteurs et de rapports ont connu des modifications importantes entre temps.

Sur la question des forces productives, on peut démontrer avec forces arguments que leur destruction massive de nos jours est bien un fait réel, calculé ou non, mais on ne peut pas nier que leur niveau actuel dépasse tout ce que l'humanité a connu dans le passé. On peut aussi, comme je l'avais fait, prétendre qu'une grande partie de la production de nos jours n'est pas orientée vers la satisfaction des besoins de la majorité de la population, mais cela ne change rien à notre affaire, car même la fabrication d'armes les plus destructrices que l'on puisse imaginer participe du développement des

forces productives. Par contre, ce dont on peut être sûr, c'est que le capitalisme n'atteindra jamais le niveau de développement des forces productives qu'un régime socialiste atteindrait s'il remplaçait le système capitaliste à l'échelle de l'humanité tout entière.

Pour finir, ne faudrait-il pas adapter la formule de Trotsky à notre époque et conclure en disant : certes les forces productives continuent de croître (au profit d'une minorité), mais si l'on ajoute à la destruction actuelle des forces productives, l'emploi détourné qui en est fait à grande échelle, auquel il faut ajouter le fantastique potentiel qu'elles renferment et qui n'est pas exploité, le système économique capitaliste constitue bien une entrave au progrès et au développement de la civilisation humaine et il demeure dans l'incapacité de satisfaire les besoins les plus élémentaires de la majorité de la population de l'humanité, il doit donc disparaître...

On aurait pu développer le même thème en disant : la survie du régime capitaliste et le développement des forces productives en 2006 sur la base de la propriété privée des moyens de production, loin de permettre de satisfaire les besoins les plus élémentaires de la majorité de la population mondiale, risque d'entraîner l'humanité tout entière dans le chaos et la barbarie si on n'y met pas un terme très rapidement.

La question à laquelle je n'ai pas répondu entièrement était : Sur quoi, sur quels facteurs ou rapports historiques s'appuyait cette affirmation ou formule de Trotsky dans le *Programme de transition*, et pour quelles raisons elle mérite d'être corrigée ou actualisée aujourd'hui ? Attention, j'ai écrit *corrigée ou actualisée*, ce qui ne veut pas dire qu'elle était fautive ni qu'elle ne serait plus valable dans aucune circonstance.

Si cette initiative vous intéresse, la parole est à vous : E-mail : milarepa13@yahoo.fr. Dans le cas contraire, nous passerons à autre chose.